

Discours d'investiture d'Egon Krenz au poste de secrétaire général du comité central du SED (Berlin, 18 octobre 1989)

Légende: Le 18 octobre 1989, Egon Krenz, successeur d'Erich Honecker au poste de secrétaire général du comité central du Parti socialiste unifié (SED) de la République démocratique allemande (RDA), dresse les grandes lignes de la nouvelle politique gouvernementale.

Source: Documents d'actualité internationale. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 01.01.1990, n° 1. Paris: La Documentation française. "Discours de M. Egon Krenz, nouveau Secrétaire général du Comité central du SED (Berlin, 18 octobre 1989)", p. 3-8.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_d_investiture_d_egon_krenz_au_poste_de_secretaire_general_du_comite_central_du_sed_berlin_18_octobre_1989-fr-7d9fcd51-609b-49fc-859e-010d3d2df42a.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Discours de M. Egon Krenz, nouveau Secrétaire général du Comité central du SED (Berlin, 18 octobre 1989)

Chers camarades,

Je remercie le Comité central de sa confiance. Conscient du poids de la responsabilité qui m'incombe et à laquelle je vais faire face, je suis disposé, dans l'intérêt de notre parti et de notre peuple, à m'acquitter de l'obligation dont vous m'avez chargé.

A la question sur mes préoccupations actuelles, il n'y a qu'une seule réponse: c'est l'idée d'un effort immense à faire en commun. Il importe de dialoguer et de controverser. Cependant, le plus essentiel reste de travailler ensemble, d'esquisser nos perspectives et de gouverner avec raison. C'est le seul moyen de répondre aux grands espoirs placés par nos militants, par tous les citoyens de notre pays dans le XII^e Congrès du parti, dans l'édification de notre avenir.

En cet instant, il me faut remercier sincèrement le camarade Erich Honecker pour le travail accompli ces dernières décennies à la tête de notre parti. Les membres du bureau politique, du Comité central, de notre parti tout entier remercient le résistant inflexible et l'antifasciste vaillant, l'homme d'État et le militant pour la paix respecté sur la scène internationale, l'homme politique et camarade de lutte qu'ils tiendront toujours en haute estime. Nous te souhaitons, cher camarade Erich, avant tout une bonne santé. Nous sommes convaincus que notre Parti pourra continuer de compter sur toi.

Avec la réunion d'aujourd'hui du Comité central, nous réaffirmons que nous progressons sans hésiter dans la voie sur laquelle nous nous sommes engagés avec la déclaration du bureau politique du 11 octobre dernier. Cela souligne : Cette déclaration n'est pas un document de tactique. Un parti comme le nôtre n'a pas d'autres intérêts que ceux du peuple. S'agissant de son destin, le courage de la vérité, la force de persuasion et la constance sont de mises. Nous nous réclavons de ces principes aussi à cette réunion du Comité central. Notre visage est tourné vers le peuple.

Nous professons la vérité, ce qui suppose que nous suivions tout droit la loi de l'histoire que le socialisme est la seule alternative humaniste au capitalisme. Notre optimisme historique résulte de notre connaissance de l'inévitabilité du triomphe du socialisme fondé par Marx, Engels et Lénine. Nous puisons notre espoir dans le progrès social incontestable que notre peuple et les peuples des pays frères ont remporté dans une période historiquement courte - tout en tenant compte de ce qui reste encore à réaliser. Cette conviction et tous nos acquis nous donnent la certitude inébranlable d'être à la hauteur des défis de la décennie prochaine.

La première condition en est l'appréciation réelle de la situation. Dans les mois passés, c'est clair, nous n'avons pas apprécié suffisamment dans sa valeur réelle la nature de l'évolution sociale dans notre pays et nous n'en avons pas tiré les conclusions appropriées au bon moment. Avec la réunion d'aujourd'hui, nous allons opérer un tournant, nous allons reconquérir l'offensive politique et idéologique.

Le principe de la collégialité de la direction de notre parti à tous les niveaux est la source essentielle où nous puisons notre force. Le prochain Comité central sera convoqué sous peu après un débat approfondi du bureau politique, ce qui annule l'invitation valable jusqu'ici. Il incombera aux groupes de travail du Comité central de préparer cette réunion. Ces groupes se composeront des membres titulaires et des membres suppléants du Comité central. Les documents qui seront le fruit d'un travail commun, seront à la base d'un débat démocratique à notre prochaine session plénière.

Notre parti marxiste-léniniste est une grande alliance éprouvée de combat. Il a toujours été à la tête de la révolution socialiste dans notre pays et a dirigé toutes les transformations sociales. Il en sera ainsi cette fois-ci aussi. La force collective de notre parti repose sur l'expérience politique et la connaissance de la vie des plus de 2,3 millions de communistes. Clairement dirigés par le Comité central, ils sont inébranlablement attachés aux acquis, aux valeurs et aux idéaux du socialisme.

Côte à côte nous avons triomphé de beaucoup d'épreuves. Ensemble, nous avons remporté des victoires

historiques et nous avons tiré les leçons des défaites. Ce qui comptait le plus a toujours été notre action unitaire et cohérente, le fait que les uns peuvent compter sur les autres, l'identité des paroles et des faits. L'histoire de la RDA témoigne de la force sociale mobilisatrice de notre parti.

Cette force a toujours reposé sur l'action et la fermeté de millions de militants. Il en est ainsi encore aujourd'hui. Le parti, c'est nous tous, et le Comité central est l'organe suprême du parti entre les congrès.

Sans le Parti socialiste unifié d'Allemagne il n'y aurait pas de République démocratique allemande. Rappeler ce fait indéniable ne signifie nullement diminuer la contribution apporté par les forces sociales qui sont nos amies et alliées à la croissance du socialisme en RDA. Notre République démocratique allemande a été, est et restera plus que jamais une œuvre commune de toutes les classes et de toutes les couches sous la direction de notre parti. Les partis et les organisations de masse qui sont nos alliés ont réalisé des acquis auxquels notre République démocratique allemande ne saurait renoncer. C'est sur cela que nous comptons également pour l'avenir de notre peuple.

Tout comme la République démocratique allemande est la patrie de tous ses citoyens - indépendamment de leur situation sociale, de leur idéologie ou religion - il est un droit, qui devrait être considéré par tous aussi comme un devoir, d'apporter leurs idées dans la politique de leur État, comme le prévoit la Constitution de notre république. L'alliance des forces démocratiques de notre pays réunies au sein du front national demeure un pilier de notre société socialiste.

En tant que parti de la classe ouvrière, nous appelons les travailleuses et les travailleurs de notre pays, la classe dirigeante de notre société, à faire face avec nous aux tâches du renforcement du socialisme. Leur travail, leur engagement et leur sens politique des responsabilités décident pour beaucoup du sort de notre République démocratique allemande.

Notre république a une classe ouvrière intelligente, possédant une haute qualification professionnelle et consciente de sa responsabilité politique. Ces derniers temps, notamment lors d'entretiens avec des membres du Bureau politique à l'usine Bergmann-Borsig, à l'usine d'électronique de télévision de Berlin, au combinat de construction mécanique lourde Ernst Thälmann de Magdebourg ainsi qu'au chantier naval de Boizenburg, cette classe ouvrière a appelé beaucoup de problèmes par leur nom. Mais les ouvrières et ouvriers ont aussi, c'est dans leur nature, manifesté leur volonté d'assumer consciencieusement leurs responsabilités pour résoudre les difficultés d'une situation économique et politique complexe.

Les problèmes qu'ils ont abordés - le manque de continuité dans la production, la mise en œuvre insatisfaisante du principe du rendement, les disproportions injustifiées entre la production et l'offre de marchandises, l'exploitation languissante des découvertes scientifiques et techniques pour la production, l'efficacité insuffisante des exportations et bien d'autres choses encore sont à l'ordre du jour des tâches que nous devons remplir. Le président de la Confédération des syndicats libres allemands a exposé dans sa lettre ouverte comment la confédération, avec ses plus de neuf millions de membres, en tant que principal défenseur des intérêts de la classe ouvrière, envisage de tirer encore mieux parti de ses grandes possibilités de cogestion démocratique, y compris une qualité nouvelle de la discussion du plan. Personne ne doit tolérer que les meilleures qualités de la classe ouvrière, sa conscience de la qualité, son zèle, sa fermeté politique et sa volonté de changement soient exploitées de façon insuffisante.

Nous nous adressons à toutes les paysannes et à tous les paysans qui sont fermement enracinés dans leurs coopératives, aux ouvriers agricoles et aux agents forestiers. Dans des conditions météorologiques assez difficiles ils ont fourni pendant les dernières années le pain quotidien au peuple. Cette année aussi et à l'avenir, nous misons sur leur capacité d'utiliser l'expérience paysanne et les connaissances scientifiques pour accroître davantage la production aux champs et dans les étables.

Nous nous adressons aux intellectuels hautement qualifiés et politiquement engagés dans notre pays, aux chercheurs, aux écrivains, aux artistes et à tous les travailleurs culturels, aux ingénieurs, aux enseignants et aux médecins. Plus que jamais nous avons besoin de leur expérience et de leur conseil par lesquels ils ont donné une empreinte originale à notre pays. Nous postulons que les intellectuels continueront d'être un

partenaire fort, créateur et sûr de notre parti et de toute la société. Pour créer un socialisme attrayant, l'esprit de recherche et la créativité ne doivent pas être limités.

Nous nous adressons aux femmes de notre pays qui sont des piliers indispensables dans la famille, la vie active et dans la société. Sans elles et sans leur travail, notre société ne vaudrait que la moitié. Elle a besoin de leurs talents et de leurs aptitudes, de leur engagement admirable pour le bonheur de leurs familles et de notre peuple.

Nous nous adressons aux artisans et aux petits commerçants. Ils fournissent un apport important à notre société. Le socialisme leur garantit un avenir assuré. La croissance continue dans leur secteur contribue largement au fonctionnement toujours meilleur de la vie de tous les jours.

Nous nous adressons à la jeunesse. Sa participation active à l'édification de notre société est caractéristique de notre pays. Nous promettons d'aider la jeune génération à réaliser de manière consciente le sens de leur vie dans notre société. La jeunesse veut et doit prendre une part active aux décisions qui concernent sa vie. Il faut qu'elle puisse mieux encore se réaliser. Elle a besoin de notre confiance et elle veut assumer des responsabilités. Elle a besoin d'une attention plus grande de la part de toute la société, des parents, de l'école, de la Jeunesse libre allemande et de l'Organisation des pionniers « Ernst Thälmann ». Tout investissement moral, intellectuel et pédagogique dans la jeunesse est un investissement dans l'avenir du socialisme.

Nous nous adressons à nos soldats, aux membres des organismes de protections et de sécurité. Notre peuple sait apprécier leur engagement grâce auquel il vaque en paix à ses occupations. La protection efficace du pouvoir ouvrier et paysan reste la condition primaire pour tout ce que notre société se propose de réaliser d'un effort commun, pour un avenir commun prospère.

Nous nous adressons aux anciens combattants de la résistance antifasciste et aux pionniers de la première heure. Ce sont eux, qui ont posé la première pierre de l'Etat socialiste allemand. Les expériences qu'ils ont acquises dans la lutte des classes, leur fermeté dans des situations compliquées de la vie, leur conviction inébranlable de la force créatrice de la classe ouvrière et de ses alliés, l'exemple qu'ils ont montré dans la vie nous sont indispensables dans notre avancée future. Nous leur témoignons notre respect en les intégrant à notre action politique, entre autres parmi les jeunes.

Nous nous adressons aux représentants des Eglises, à tous les croyants de notre pays. La société socialiste a besoin d'eux et souhaite leur coopération. Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare. Nous voulons l'exprimer plus clairement, utiliser et étendre ce principe au profit de cet État qui est le nôtre, et ce sur la base du respect réciproque.

Nous appelons tout le monde à participer au travail, à la planification et aux affaires publiques. Il faut que tout le monde s'y mette.

La cinquième décennie d'existence de la République démocratique allemande a commencé. Tous ceux qui ont contribué à l'affermissement et à la défense de notre pouvoir ouvrier et paysan peuvent en être fiers en toute bonne conscience. Nous conservons notre stratégie qui vise à pratiquer une politique équilibrée de l'économie et du social. Il n'y a aucune raison de mésestimer les acquis obtenus et de les remettre en cause simplement parce que ce qui n'a pas été obtenu soulève de nouveaux problèmes. Une expérience acquise par notre société au cours de plusieurs décennies, nous montre que la conscience de nos succès, grands et petits, donne aux gens force et optimisme et les stimule à des actions nouvelles.

Notre programme vise le perfectionnement continu de la société socialiste, son renouvellement permanent. Sa stagnation est inadmissible. Le socialisme n'est pas un système social révolutionnaire. La contradiction entre ce qui est acquis et ce qui n'est pas encore acquis, entre l'idéal et la réalité pousse au renouvellement permanent dont le seul objectif doit être le mieux-être des hommes dans la paix.

Chacun a ressenti ces derniers mois l'aggravation des contradictions dans la mise en œuvre du programme de notre parti et des résolutions de notre XI^e Congrès. Les problèmes dans l'économie, dans le commerce

intérieur et sur les marchés extérieurs se sont intensifiés. De plus en plus de questions sont restées sans réponse quant à l'approvisionnement de la population en fonction des besoins et dans une qualité élevée. Les injustices dans l'application du principe du rendement se sont accrues. La politique salariale, les subventions et les prestations sociales font l'objet de discussions animées. La préservation de l'environnement donne matière à préoccupation.

Là où les idéaux recherchés sont déjà considérés comme des acquis et où les contradictions de la vie disparaissent aux yeux à cause des succès incontestables, des initiatives sont freinées, il est vrai. Si les citoyens de notre pays œuvrent en tant que partenaires compétents et ouverts du parti et de l'État, même une vérité amère les motivera pour l'action commune dans l'intérêt commun. Du reste, la modestie nous sied beaucoup mieux que l'arrogance. Depuis un certain temps, des militants des organisations des fédérations et des sections, notamment des organisations de base de notre parti dans les usines, nous rappellent avec insistance à l'observation de nos statuts. Ceux-ci obligent, comme on le sait, tout membre du parti, indépendamment des mérites et de la fonction, « à s'opposer au subjectivisme, au mépris du collectif, à l'égoïsme, à l'idéalisation de la réalité et à la tendance à s'enivrer des succès, à lutter contre toute tentative de supprimer la critique et de la remplacer par l'enjolivement et l'adulation ainsi qu'à encourager de toutes les manières possibles la critique et l'autocritique à partir de la base ».

Nous ne saurions ignorer que la force traditionnelle de notre parti, son rapport de confiance avec le peuple sont compromis. Faisant notre autocritique, nous en tirons les conséquences pour notre travail. Dans le même temps, nous n'ignorons pas que les adversaires du socialisme, à l'extérieur comme à l'intérieur, cherchent de plus en plus à en tirer avantage pour eux-mêmes. Ils sentent un vent favorable et cherchent - sans courir le risque d'une agression ouverte - à « réformer » la RDA en la faisant revenir à des conditions capitalistes.

Plus d'une centaine de milliers de personnes - dont beaucoup de jeunes - ont quitté notre pays. Voilà un autre symptôme de la situation complexe qui s'est créée. Nous ressentons leur départ comme une grande saignée. Chacun parmi nous peut comprendre les larmes de beaucoup de mères et de pères. Nous avons subi bien des pertes humaines, nous avons subi une perte politique et économique. Nous souffrirons encore longtemps de cette blessure. Mais souvent les propos devant les caméras des télévisions occidentales de ceux qui sont partis ont blessé la dignité et la fierté de leurs parents, amis et collègues ainsi que beaucoup d'entre nous. Mais cela ne libère personne du devoir de se demander en lui-même et dans son entourage pourquoi tant de gens nous ont tourné le dos. Ce n'est qu'en examinant sans réserve les causes qui sont nées dans notre société, que nous inciterons peut-être à revenir sur leur décision ceux qui songent aujourd'hui encore à partir. Nous avons besoin d'eux. Mais ici, je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui, sans hésiter, ont assumé dans l'intérêt des gens des charges supplémentaires qui ont résulté de cette situation.

La Déclaration du bureau politique du 11 octobre a largement ouvert la porte pour le dialogue sérieux sur la politique intérieure dans l'esprit de notre politique de continuité et de renouveau. On voit que le débat public, à la recherche des meilleures solutions pour un plus large développement du socialisme en RDA, gagne vite en substance. Cela ne surprendra pas ceux qui, en parlant avec les gens - que ce soit au travail, avec des amis, en vacances, à beaucoup d'occasions - ont toujours pu constater une conscience civique très développée, une grande compétence, un vif intérêt politique et une bonne capacité de jugement politique. C'est sur cela que nous comptons.

La société socialiste a besoin du débat parce qu'elle est une société éclairée. Elle a besoin du citoyen instruit et bien informé qui, de son propre gré et librement, agit en faveur de la communauté. Elle a besoin du citoyen qui veut être associé aux décisions qui le concernent lui-même et son pays. Elle a besoin du citoyen conscient de sa valeur et critique, du citoyen émancipé. Nous nous laissons guider par la ferme conviction que dans notre société, tous les problèmes peuvent être résolus par des moyens politiques.

Notre société dispose d'un nombre suffisant de forums démocratiques au sein desquels les intérêts les plus variés des différentes couches de la population peuvent s'exprimer en faveur d'un socialisme plus digne d'être vécu. Personne ne devrait considérer le large développement de la démocratie socialiste en RDA comme une carte blanche pour des actions irresponsables ou même pour des actes de violence ou de

destruction. Il ne peut y avoir qu'une seule réponse à de telles actions : le maintien du calme et de l'ordre, du travail pacifique des citoyens, la protection des valeurs que nous avons tous créées et pour lesquelles nous tous avons payé. A ceux qui s'opposent à la base de notre ordre social, il faut poser la question s'ils veulent un autre système social que la majorité écrasante de notre peuple. Pour nous il est clair que l'existence du socialisme sur le sol allemand n'est pas négociable.

Il faut mettre en évidence deux préalables au dialogue que nous recherchons en toute détermination.

Premièrement : tout ce qui fait notre unanimité et nos divergences doit être clair quant à son objectif : poursuivre le développement du socialisme en RDA, tenir en honneur les idéaux socialistes et n'abandonner aucun de nos acquis communs. Ceux qui mettent cela en doute, remettent en question la vie de générations.

Deuxièmement : notre république allemande socialiste est et restera un pays souverain. Nous résolvons nos problèmes nous-mêmes. Je réitère ici les exigences et les protestations exprimées dans des entretiens de ces derniers jours et semaines par des citoyens de la RDA invitant Bonn et ses médias à ne plus s'ingérer massivement dans les affaires intérieures de la RDA. Cela concerne aussi la tentative absurde de dicter à notre parti comment il doit mener le dialogue. Ce qui est à faire en RDA, quelles réformes nous réalisons, se décide uniquement en RDA. Il en était ainsi, il en est ainsi et il en restera ainsi. Nous savons que l'adversaire ne cessera pas de chercher la petite bête chez nous. Nous n'en avons cure. Ce n'est pas l'adversaire, mais les hommes avec leurs soucis et leur volonté à coopérer qui sont le critère de notre travail.

Ce que nous avons pu réaliser dans cette communauté depuis 1945 et au cours des quatre décennies d'existence de la RDA a du poids dans l'histoire allemande et aussi dans l'histoire européenne. Nous avons créé un contre-projet concret opposé à la domination de l'impérialisme. Il comprend l'engagement que le sol allemand ne soit plus jamais le berceau de la guerre. Ainsi s'est interrompue pour la première fois la trace des larmes et des souffrances qui était laissée à travers des générations pour des millions et des millions de familles allemandes et de familles d'autres peuples. Ceci demeure l'acquis incontestable de l'évolution européenne d'après-guerre. Le préserver est notre devoir politique le plus important.

Si le gouvernement de la RFA pouvait se résoudre à faire une analyse sérieuse de la situation, il finirait lui-même par admettre que la campagne lancée ces derniers mois à partir du sol de la RFA contre la RDA met en jeu beaucoup de choses que les deux États allemands avaient convenues et qui ont pu être réalisées sur la base d'accords au bénéfice de la sécurité européenne et des humains. Le droit que s'arroge la RFA d'un « devoir de protection de tous les Allemands », l'appel, au mépris des réalités, à une unité pangermanique dans des frontières de 1937, la revendication d'une révision de l'ordre européen d'après-guerre, tout cela n'est guère de nature à renforcer les relations entre la RDA et la RFA et la sécurité en Europe.

Dans l'esprit du traité sur les bases des relations entre la RDA et la RFA, nous continuons de prôner des rapports de bon voisinage et de coopération à l'avantage réciproque. Les plus de trente conventions et accords passés entre les deux États garderont leur importance à l'avenir aussi. La coopération suppose de toujours considérer que dans l'application du traité sur les bases des relations, il est toujours question des intérêts des deux partenaires contractants et de leurs ressortissants. Sur cette base, nous sommes prêts à affermir et à élargir dans la mesure du possible les relations commerciales et autres entre les deux États allemands, sachant bien ce que représentent des relations stables entre les deux États allemands pour la sécurité européenne. D'où la conclusion de notre Bureau politique dans sa Déclaration du 11 octobre selon laquelle l'ingérence agressive, contraire au droit international, de personnalités politiques et de médias de la RFA dans les affaires intérieures de la RDA doit être ressentie comme extrêmement préjudiciable à la paix. Un État allemand qui cherche à saper l'ordre public de l'autre État allemand remet en cause la sécurité en Europe et mine l'idée de la maison européenne commune.

Nous nous réclamons de notre devoir de paix. C'est pourquoi nous poursuivons la politique de dialogue afin que le bon sens et le réalisme l'emportent. Il n'y a pas d'alternative raisonnable à la coexistence pacifique, au désarmement, à la détente et à la coopération entre l'Est et l'Ouest. Dans le but d'approfondir les responsabilités communes des deux États allemands quant à la cohabitation pacifique, normalisée et égale en droits de systèmes sociaux différents, nous sommes prêts à étudier les voies et les possibilités permettant de

renforcer à long terme, sur la base d'accords, les relations entre la RDA et la RFA et à développer des formes stables de coopération sur les plans économique, écologique, politique, culturel, humanitaire et touristique.

Si le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veut y contribuer, il doit garantir le plein respect de la citoyenneté de la RDA sur la base de réglementations de droit international et de lois sans équivoque, déclarer le renoncement à toute forme de souveraineté sur les ressortissants de notre État et promouvoir de façon constructive le développement des contacts entre la Chambre du peuple de la RDA et le Bundestag de la RFA, des consultations régulières entre les partis et syndicats ainsi que les organismes de gestion économique et d'autres instances publiques. La RDA continuera dans l'intérêt des hommes et de l'idée européenne de tendre la main de la coopération aussi à la RFA.

La direction de notre parti, le Comité central et le bureau politique sortiront fortifiés de cette session. Nous avons créé ainsi une condition décisive à la préparation du XII^e Congrès. L'appui et l'encouragement, nous les recevons aussi de la solidarité et de l'attachement du mouvement ouvrier et communiste international que nous avons éprouvés de manière particulière lors du 40^e anniversaire de la RDA. En premier lieu il faut mentionner ici notre alliance fraternelle avec le PCUS. Rien ne doit affecter cette alliance. Sur ce point, nous sommes unanimes avec les ouvriers de la première heure et avec la jeune génération qui a manifesté son attachement d'une manière impressionnante par sa retraite aux flambeaux à la Fête nationale. L'alliance et la coopération avec le PCUS et avec tous les partis frères des pays socialistes constituent des fondements de notre politique. Pour la RDA, une coopération plus efficace au sein du CAEM et le renforcement continu de l'alliance politique des États signataires du Traité de Varsovie comptent parmi les conditions élémentaires de sa progression.

Tout comme on ne peut s'isoler de l'évolution dans le monde, un parti communiste ne saurait non plus se tenir à l'écart des processus qui concernent notre mouvement lui-même où encore les transformations en cours en Union soviétique et dans d'autres pays frères. Nous avons toujours professé que nous considérons la perestroïka en URSS comme un processus indispensable, hardiment mis en marche par le PCUS et son Secrétaire général, Mikhaïl Serguéievitch Gorbatchev. Il va de soi qu'un tel processus entraîne des phénomènes concomitants qui en préoccupent plus d'un. Mais les soucis sont eux aussi expression de nos rapports profonds et intrinsèques avec l'Union soviétique et de notre conviction que l'avenir du socialisme dépend du succès de la restructuration en Union soviétique.

La diversité croissante est sans aucun doute une loi de développement du socialisme. C'est notamment cette diversité, la richesse en phénomènes nouveaux, tout ce qui fait ses preuves avec tous les risques afférents qui demandent un rapprochement mutuel, un échange d'expériences, d'opinions et de problèmes. Jamais le climat n'a été plus propice à cette approche, et plus exigeant qu'en ce moment. Nous devons reconnaître les signes du temps et réagir en conséquence, sinon nous serons punis par la vie. Cette expérience des communistes soviétiques, à laquelle notre compagnon de lutte Mikhaïl Gorbatchev a fait allusion lors de l'anniversaire de la RDA, nous accompagnera dans notre travail futur.

Le Comité central assure à tous les partis frères et à nos frères d'armes du mouvement ouvrier international, à tous les militants pour le progrès social et la paix qu'ils pourront tous, comme par le passé, compter sur la solidarité de classe du Parti socialiste unifié d'Allemagne et du pouvoir ouvrier et paysan en RDA. La République démocratique allemande, elle-même un enfant de la solidarité internationale, ne s'écartera pas d'un iota de ses positions internationalistes bien connues. Dans l'esprit de la politique de coexistence pacifique, la RDA est disposée à développer davantage sa coopération avec tous les pays.

Une montagne de travail nous attend, nous et toutes les citoyennes et tous les citoyens. Personne ne possède une formule magique pour en venir à bout du jour au lendemain. Pour bien des choses nous voulons bientôt trouver des solutions perceptibles en passant du débat d'idées à l'action commune. D'autres choses ont besoin de temps, et pour certaines qui seraient indispensables, il est actuellement difficile de trouver des moyens matériels et financiers. Nous ne pouvons pas vivre au dessus de nos moyens.

Sur la base des analyses précises mises au point par la direction du parti et les experts, les prochaines réunions de notre Comité central vont élaborer dans un échange d'opinions collectif des projets de décisions

fondamentales pour le XII^e Congrès de notre parti en mai 1990. La préparation du Congrès doit être et sera un large débat démocratique mené par notre parti et le peuple tout entier.

La discussion publique et le travail consciencieux pour la réalisation du plan sont les deux faces d'une médaille. Cela a toujours été réaffirmé par les collectifs de travail pendant les entretiens des membres du bureau politique et du Comité central dans les usines, les coopératives et les institutions. Réaliser les contrats conclus, assurer les bases matérielles et techniques de la production, prendre les décisions requises sur les questions ouvertes concernant l'industrie sous-traitante, explorer toutes les possibilités en vue d'améliorer l'approvisionnement de la population en produits, services et pièces de rechange est une priorité absolue dans le secteur économique. Assurer les transports commerciaux est une tâche de première importance. Ce sont des mesures d'urgence dont la solution relève du Conseil des ministres, des ministres, des directeurs généraux, des directeurs d'entreprises et des établissements commerciaux. Nous savons combien sont grands les efforts qu'il faut investir pour y parvenir. Des mesures d'urgence ne suffisent pas à elles seules.

Il est incontestable que des succès ont été remportés dans le développement dynamique de la production, la maîtrise des technologies novatrices, l'intensification de l'économie et dans le domaine de la politique sociale. Une analyse honnête révèle toutefois que les conséquences de la régression du taux d'accumulation et plus particulièrement de l'accumulation dans les secteurs productifs sont plus graves que nous ne l'avions admis jusqu'ici. La concentration des investissements, trop faibles d'ailleurs, sur certaines branches choisies a entraîné des retards dans l'industrie de sous-traitance où un nombre assez important d'équipements sont périmés entretemps. Ceci exige des dépenses élevées pour la remise en état et les réparations ainsi que des besoins importants en pièces de rechange.

Suite à de nombreuses discussions parmi les travailleurs, le principe du rendement est à appliquer avec toute la rigueur qui s'impose et dans toute son ampleur. L'équilibre de l'économie nationale est indispensable à la continuité de la production. Pour le moment il n'est pas assuré suffisamment. Il en résulte la nécessité d'augmenter l'accumulation dans le secteur productif et de renoncer en même temps à quelques grands projets d'investissements.

Le bilan de notre programme du logement est impressionnant, mais les résultats pourraient être plus importants encore, si la gestion du parc immobilier et l'attribution des logements étaient mieux organisées et coordonnées. En assumant mieux cette responsabilité, les organismes municipaux peuvent saisir la chance d'être davantage à l'écoute des citoyens.

En ce qui concerne nos obligations dans le domaine de l'économie extérieure, les relations économiques avec l'URSS figurent à la première place. Ce sont elles qui garantissent en premier lieu la réalisation continue de nos projets économiques. En réalisant pleinement les indices du plan des exportations vers l'URSS, nous garantissons les importations dont nous avons un besoin urgent, notamment sur le plan des matières premières, des équipements importants pour notre industrie et des marchandises pour les besoins de la population. C'est sous ce même aspect que nous voyons nos relations économiques avec les autres pays socialistes frères. Quant au développement de nos rapports commerciaux avec les pays capitalistes, nous appliquons le principe de l'avantage mutuel. Dans tout ce que nous faisons, nous devons être toujours conscients d'une chose : nous ne saurions tolérer des promesses qui ne peuvent pas être tenues, au contraire, nous devons investir les plus grands efforts dans notre travail pour changer ensemble cette situation difficile.

De plus, nous aurons à nous occuper davantage du perfectionnement de l'Etat de droit socialiste. Nous appliquons le principe que tous les citoyens sont égaux devant la loi. C'est dans cet esprit que le Conseil des ministres va préparer un programme législatif et soumettre des propositions en vue de la discussion publique de projets de lois. Il importe avant tout que le Conseil des ministres de la RDA ait les capacités d'exercer pleinement, en sa qualité de gouvernement du pouvoir ouvrier et paysan, les compétences que la Constitution lui confère. Au sein de notre parti et dans l'opinion publique nous pratiquerons dans l'esprit de Lénine le principe du centralisme démocratique, c'est-à-dire que nous respecterons la formation des opinions de bas en haut, tout comme nous accepterons la critique sans égard à la personne et ne prendrons les décisions qu'après discussions et échanges de vues.

L'amélioration de notre État de droit comprend le développement du contrôle de l'application de la Constitution par l'extension des pouvoirs de la commission constitutionnelle et juridique de la Chambre du peuple, une discussion populaire en unité avec une discussion approfondie, aux arguments certainement divergeants, de lois fondamentales à la Chambre du peuple, l'augmentation de la responsabilité des communes pour leur propre gestion et d'autres nécessités politiques venues à maturité.

Nous pensons qu'il est dans l'intérêt de toute la société de perfectionner le travail de la Chambre du peuple, instance démocratique suprême de notre État, jusqu'à la fin de la législature en 1991 de sorte que l'activité des députés et des commissions de la Chambre du peuple soit plus perceptible par l'opinion publique.

Le bureau politique a proposé au gouvernement de la RDA de rédiger un projet de loi relatif aux voyages de citoyens de la RDA à l'étranger. Nous considérons qu'après une discussion publique, ce projet devrait être traité et adopté à la Chambre du peuple. Dans ce contexte les mesures restrictives temporairement prises à l'égard des déplacements dans des pays socialistes frères pourraient, elles aussi, être supprimées ou modifiées.

Cependant, la vérité nous impose de dire clairement que le refus de la RFA de respecter sans réserve la citoyenneté de la RDA reste un obstacle très grave à la réalisation des mesures que nous avons envisagées pour les déplacements en RFA, à Berlin (Ouest) et d'autres États capitalistes. La fidélité au « devoir de protection de tous les Allemands » - quel que soit l'angle sous lequel on voit la chose - participe de la doctrine de base revancharde de la RFA contraire au droit international et au traité sur les bases des relations.

Le dialogue dont les mass-médias devront rendre compte sera d'une grande importance pour la préparation du XII^e Congrès. Nous en attendons beaucoup de propositions utiles pour résoudre les questions ayant trait au développement de notre société, mais aussi - il faut le dire ici - un débat public plus intensif sur les phénomènes contraires à la nature du socialisme et de notre politique. Nous y encourageons les rédactions.

Notre république possède des journalistes talentueux et compétents qui aiment leur métier, la lutte politique, qui font preuve d'idées et d'imagination. Ils brûlent de faire avancer l'échange de vues avec leurs lecteurs, auditeurs et spectateurs de notre société qui est une communauté créatrice d'hommes politiquement avertis, politiquement engagés et conscients de leurs responsabilités.

Il va sans dire que chaque journaliste est tenu de reconnaître aussi les risques inhérents à une telle responsabilité. Notre presse ne sera pas la tribune de bavardages inconséquents et anarchiques. Elle ne sera certainement pas le terrain où s'ébattent les démagogues et il faut qu'elle veille - comme les politiciens - à ce que la complexité d'états de faits et de questions ne soit délayée par ces réponses trop rapides et trop simplistes. Il est bon que la presse ait établi elle-même ces dernières semaines les critères qui permette aux journalistes d'assumer efficacement leurs responsabilités vis-à-vis de la société mais aussi d'exploiter leurs possibilités. On attend beaucoup à cet égard du quotidien Neues Deutschland et du journal télévisé.

Les entretiens individuels dans le cadre de l'échange de cartes d'adhérents nous ont permis de connaître un grand nombre de propositions et de suggestions pour la vie au sein du parti. A condition de les prendre soigneusement en considération, les assemblées de cellules et des organisations de base seront désormais le carrefour d'un échange de vues proche des réalités de la vie, des guides pour l'action. Plus que jamais nous avons besoin de communistes faisant preuve de fermeté politique et d'attitude militante, afin que la politique de notre parti soit défendue de façon offensive à chaque poste de travail et dans les quartiers. Même s'il n'a pas tout de suite de réponse à chaque question, le communiste peut et doit montrer sans balancer derrière quel drapeau il marche. Cela a toujours été l'attitude des communistes et c'est leur attitude surtout dans les conditions d'aujourd'hui. Et cela est aussi une condition essentielle pour que chaque camarade puisse fournir son apport, sur son terrain d'action, au développement du dialogue préparant le XII^e Congrès.

Si nous sommes conscients en ce moment de la gravité de la situation qui a abouti aux décisions prises aujourd'hui nous ressentons et admettons à la fois la grande chance que nous nous sommes offerte nous-même de déterminer, en accord étroit avec le peuple, dans le dialogue avec tous les citoyens de notre pays,

dans une atmosphère sociale de franchise, de réalisme et d'action commune les nouvelles positions sur notre route socialiste qui nous conduira avec certitude au seuil du nouveau siècle.

Notre pouvoir est le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple entier sous la direction du parti. Nous l'avons conquis non pas pour nous-mêmes mais pour le bien du peuple. Nous le tiendrons solidement et nous ne permettrons pas que les forces du passé y touchent, non pour nous-mêmes mais pour le bien de notre peuple. Nous utiliserons de mieux en mieux le pouvoir au profit d'un socialisme fort, d'une paix sûre, d'un présent et d'un avenir de notre peuple dans la prospérité et la sécurité.

Le socialisme de la République démocratique allemande sera le socialisme que nous édifions et défendrons en commun. Tout dépend de nous, tout dépend de notre action commune, tout dépend de l'unité et de la cohésion de notre parti.

(Source : Correspondance de Politique Etrangère)